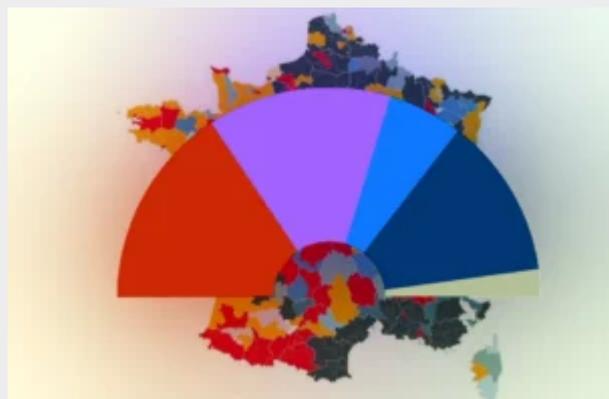


## Un triste bordel



Par Henri ROURE

De nombreux Français garderont pour longtemps un goût de cendre dans la bouche. Ce deuxième tour des législatives a incendié ce qui restait de la cinquième République en mettant en place une assemblée élue, et donc légale, mais totalement illégitime. Or le principe de légitimité depuis le général de Gaulle a été un des piliers de la cinquième République où le non-écrit, c'est-à-dire l'âme du texte constitutionnel, avait autant d'importance que les articles sur lesquels repose le fonctionnement des institutions. La communion nécessaire entre le pouvoir et le peuple après s'être lentement érodée, n'existe plus désormais.

J'apparente ce qui vient de se produire à un coup d'État collectif conduit par une addition de confréries dont le seul point commun est l'intérêt qu'elles ont à ne pas changer les règles d'un jeu dans lequel chacune a trouvé depuis longtemps sa place. Elles relèvent d'un même univers. C'est cet univers de compromissions que les partis qui les représentent essaient de défendre. De l'ultra-gauche à la droite, ils évoluent dans un même enclos, contrôlé par des arbitres ou promoteurs étrangers, où chacun essaie de duper l'autre.

Alors, lorsque des « extérieurs » risquent d'imposer un autre jeu – du moins en apparence – tous se réunissent pour conserver des règles auxquelles ils sont habitués et qui leur conviennent si bien. C'est évidemment une salade, c'est-à-dire une juxtaposition de produits qui ne se mélangent pas – ne peuvent pas se mélanger – mais à laquelle il est donné un nom unitaire... Cette association contre nature a donc fait un coup d'État grâce aux moyens médiatiques d'aujourd'hui. Il n'a que partiellement réussi puisque notre pays est devenu ingouvernable. Mais ils n'en ont cure, car – et c'est le deuxième point commun à cette addition d'oies, de charognards et de renards – ils espèrent pouvoir bénéficier du chaos pour accéder à la tyrannie et mettre en œuvre ce qu'ils appellent chacun leur programme. Il me souvient que le principe du chaos est largement appliqué par les États-Unis dans leur politique étrangère pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et dans le monde. J'en ai traité dans « Dieu n'a pas béni l'Amérique ». Nous allons donc vivre dans un chaos qui fera dépendre notre pays de l'étranger et d'organisations internationales. Peut-être était-ce là le vœu secret de quelques-uns ?

Il est vraiment étrange qu'un parti arrivé largement en tête aux élections européennes, puis au premier tour des élections législatives, se retrouve au second tour en troisième position avec moins de députés que la Gauche ou le Centre. Ce nombre de députés est de toute évidence non conforme aux 9 millions d'électeurs ayant voté pour lui (le plus important résultat en nombre de voix de ce deuxième tour) auxquels nous pouvons ajouter près de deux millions de voix dites « divers droite » et « extrême-droite » (selon les appellations du ministère de l'Intérieur), soit un ensemble de dix à quinze millions d'électeurs qui lui sont favorables ou non-hostiles. En comparaison l'Union de la gauche a recueilli 7 millions de voix ; le parti du président 6,3 millions, et Les Républicains 1,5 million dont il est difficile de savoir leur positionnement. Il y a de manière indéniable une entourloupe rendue possible par l'endoctrinement médiatique. Je la qualifie sans hésitation de coup d'État.

Il fallait un « front républicain pour faire barrage à l'extrême droite ». Je rappelle que la république n'est qu'une forme de gouvernement qui ne peut en aucun cas être confondue avec la démocratie. Les républiques populaires du monde communiste étaient bien autre chose que des démocraties. Il existe sur le continent européen 10 monarchies (auxquelles s'ajoutent le Vatican et l'Andorre, monarchies non héréditaires) pour la plupart bien plus démocratiques que la République Française. À cet abus de langage, ou plutôt à ce détournement du sens des mots, s'ajoute le simple fait que le Rassemblement National, contre lequel s'est élevé ce prétendu barrage, est un parti légal à l'instar de tous les autres partis déclarés. Il n'a jamais fait l'objet d'interdiction. De plus le nombre de citoyens qui votent, en nombre croissant, pour lui confirme sa légitimité et le dédouane de tout extrémisme. Enfin je signalais dans un précédent article (« une dictature menacée ? ») que les accusations de ces confréries, visant à rapprocher ce parti des plaies idéologiques d'origine socialiste de la Seconde Guerre mondiale, cherchaient à faire oublier que les principaux acteurs de la collaboration avec les Allemands sous les ordres du socialiste Pierre Laval étaient ou socialistes ou communistes ou encore syndicalistes révolutionnaires, avec quelques autres venus d'horizons divers.

Au bilan de cette corruption de la démocratie, nous aboutissons à l'incroyable résultat suivant : total gauche 193 élus (LFI 75, socialistes 65, Écologistes 33, Communistes 9, divers gauche 11) ; le parti présidentiel 163 députés, LR 68, et pour le RN 123 élus auxquels nous pouvons ajouter 17 LR de Ciotti et 10 divers droite, soit 150 élus.

C'est une évidence nous sommes revenus à un schéma du type IIIe ou IVe République. Elles subissaient le régime des partis qui a causé leur disparition. Les deux se sont effondrées à la suite de crises qu'elles s'avèrent incapables de dominer. Leur impuissance, les tripatouillages et les scandales les avaient détruites. J'en conclus donc que la Vème République, depuis des années blessée et dénaturée par des modifications et des interprétations indues du texte fondamental, vient de mourir.

Les citoyens qui se sont laissés endoctriner par les médias grand public et

des phrases outrancières lancées par des saboteurs ne sont pas responsables de cette situation. Les vrais responsables sont ceux qui ont subordonné leur ego à des ambitions nullement françaises. Ils ont mis en œuvre cette injustifiable atteinte à la démocratie. Servant des intérêts étrangers multiples, ils se comportent comme des collaborateurs de plusieurs maîtres. Je suppose que cette attitude vous rappelle quelque chose... La France dans son destin a été la grande absente de ces élections pourtant destinées à assurer son avenir. La Commission européenne, Washington et quelques autres doivent se réjouir.

Je crains les lendemains pour notre Patrie, car le principe de légitimité ayant été bafoué, la démocratie violée, toute action de révolte peut donc apparaître désormais légitime auprès de citoyens cocufiés.

Henri ROURE